

Pourquoi le socialisme ? (1949) – par Albert Einstein

Publié par : www.les-crises.fr/pourquoi-le-socialisme-par-albert-einstein le 18.09.2020

Source: <http://www.lebilan.fr/2015/08/22/pourquoi-le-socialisme/>

Est-il convenable qu'un homme qui n'est pas versé dans les questions économiques et sociales exprime des opinions au sujet du socialisme ? Pour de multiples raisons, je crois que oui.

Pourquoi le socialisme ? » est un texte écrit en 1949 par le physicien Albert Einstein, et publié la même année dans le premier numéro de la revue états-unienne marxiste Monthly Review. Il signe une tribune économique d'excellente qualité, dans laquelle il détaille les méfaits du capitalisme et la transition nécessaire vers une économie socialiste, fondée sur la propriété publique et la planification de la production. LE BILAN fait le choix de publier cet article, traduit en français, pour faire découvrir l'engagement méconnu du plus grand scientifique du XXe siècle, qui lui vaudra d'être qualifié d'« ennemi de l'Amérique » par Joseph McCarthy au Congrès.

Considérons d'abord la question au point de vue de la connaissance scientifique. Il pourrait paraître qu'il n'y ait pas de différences méthodologiques essentielles entre l'astronomie, par exemple, et l'économie : les savants dans les deux domaines essaient de découvrir les lois généralement acceptables d'un groupe déterminé de phénomènes, afin de rendre intelligibles, d'une manière aussi claire que possible, les relations réciproques existant entre eux. Mais en réalité de telles différences existent. La découverte de lois générales en économie est rendue difficile par la circonstance que les phénomènes économiques observés sont souvent influencés par beaucoup de facteurs qu'il est très difficile d'évaluer séparément.

En outre, l'expérience accumulée depuis le commencement de la période de l'histoire humaine soi-disant civilisée a été — comme on le sait bien — largement influencée et délimitée par des causes qui n'ont nullement un caractère exclusivement économique. Par exemple, la plupart des grands États dans l'histoire doivent leur existence aux conquêtes. Les peuples conquérants se sont établis, légalement et économiquement, comme classe privilégiée du pays conquis. Ils se sont attribués le monopole de la terre et ont créé un corps de prêtres choisis dans leur propre rang. Les prêtres, qui contrôlaient l'éducation, érigèrent la division de la société en classes en une institution permanente et créèrent un système de valeurs par lequel le peuple fut dès lors, en grande partie inconsciemment, guidé dans son comportement social.

Mais la tradition historique date pour ainsi dire d'hier ; nulle part nous n'avons dépassé ce que Thorstein Veblen appelait « la phase de rapine » du développement humain. Les faits économiques qu'on peut observer appartiennent à cette phase et les lois que nous pouvons en déduire ne sont pas applicables à d'autres phases. Puisque le but réel du socialisme est de dépasser la phase de rapine du développement humain et d'aller en avant, la science économique dans son état actuel peut projeter peu de lumière sur la société socialiste de l'avenir.

En second lieu, le socialisme est orienté vers un but éthico-social. Mais la science ne peut pas créer des buts, encore moins peut-elle les faire pénétrer dans les êtres humains ; la science peut tout au plus fournir les moyens par lesquels certains buts peuvent être atteints. Mais les buts mêmes sont conçus par des personnalités animées d'un idéal moral élevé et — si ces buts ne sont pas mort-nés, mais vivants et vigoureux — sont adoptés et portés en avant par ces innombrables êtres humains qui, à demi inconscients, déterminent la lente évolution de la société.

Pour ces raisons nous devrions prendre garde de ne pas surestimer la science et les méthodes scientifiques quand il s'agit de problèmes humains ; et nous ne devrions pas admettre que les spécialistes soient les seuls qui aient le droit de s'exprimer sur des questions qui touchent à l'organisation de la société.

D'innombrables voix ont affirmé, il n'y a pas longtemps, que la société humaine traverse une crise, que sa stabilité a été gravement troublée. Il est caractéristique d'une telle situation que des individus manifestent de l'indifférence ou, même, prennent une attitude hostile à l'égard du groupe, petit ou grand, auquel ils appartiennent. Pour illustrer mon opinion je veux évoquer ici une expérience personnelle. J'ai récemment discuté avec un homme intelligent et d'un bon naturel sur la menace d'une autre guerre, qui, à mon avis, mettrait sérieusement en danger l'existence de l'humanité, et je faisais remarquer que seule une organisation supranationale offrirait une protection contre ce danger. Là-dessus mon visiteur me dit tranquillement et froidement : « *Pourquoi êtes-vous si sérieusement opposé à la disparition de la race humaine ?* »

Je suis sûr que, il y a un siècle, personne n'aurait si légèrement fait une affirmation de ce genre. C'est l'affirmation d'un homme qui a vainement fait des efforts pour établir un équilibre dans son intérieur et qui a plus ou moins perdu l'espoir de réussir. C'est l'expression d'une solitude et d'un isolement pénibles dont tant de gens souffrent de nos jours. Quelle en est la cause ? Y a-t-il un moyen d'en sortir ?

Il est facile de soulever des questions pareilles, mais il est difficile d'y répondre avec tant soit peu de certitude. Je vais néanmoins essayer de le faire dans la mesure de mes forces, bien que je me rende parfaitement compte que nos sentiments et nos tendances sont souvent contradictoires et obscurs et qu'ils ne peuvent pas être exprimés dans des formules aisées et simples.

L'homme est en même temps un être solitaire et un être social. Comme être solitaire il s'efforce de protéger sa propre existence et celle des êtres qui lui sont le plus proches, de satisfaire ses désirs personnels et de développer ses facultés innées. Comme être social il cherche à gagner l'approbation et l'affection de ses semblables, de partager leurs plaisirs, de les consoler dans leurs tristesses et d'améliorer leurs conditions de vie.

C'est seulement l'existence de ces tendances variées, souvent contradictoires, qui explique le caractère particulier d'un homme, et leur combinaison spécifique détermine dans quelle mesure un individu peut établir son équilibre intérieur et contribuer au bien-être de la société. Il est fort possible que la force relative de ces deux tendances soit, dans son fond, fixée par l'hérédité. Mais la personnalité qui finalement apparaît est largement formée par le milieu où elle se trouve par hasard pendant son développement, par la structure de la société dans laquelle elle grandit, par la tradition de cette société et son appréciation de certains genres de comportement.

Le concept abstrait de « *société* » signifie pour l'individu humain la somme totale de ses relations, directes et indirectes, avec ses contemporains et les générations passées. Il est capable de penser, de sentir, de lutter et de travailler par lui-même, mais il dépend tellement de la société — dans son existence physique, intellectuelle et émotionnelle — qu'il est impossible de penser à lui ou de le comprendre en dehors du cadre de la société. C'est la « *société* » qui fournit à l'homme la nourriture, les vêtements, l'habitation, les instruments de travail, le langage, les formes de la pensée et la plus grande partie du contenu de la pensée ; sa vie est rendue possible par le labeur et les talents de millions d'individus du passé et du présent, qui se cachent sous ce petit mot de « *société* ».

Il est, par conséquent, évident que la dépendance de l'individu à la société est un fait naturel qui ne peut pas être supprimé — exactement comme dans le cas des fourmis et des abeilles. Cependant, tandis que tout le processus de la vie des fourmis et des abeilles est fixé, jusque dans ses infimes détails, par des instincts héréditaires rigides, le modèle social et les relations réciproques entre les êtres humains sont très variables et susceptibles de changement. La mémoire, la capacité de faire de nouvelles combinaisons, le don de communication orale ont rendu possibles des développements parmi les êtres humains qui ne sont pas dictés par des nécessités biologiques. De tels développements se manifestent dans les traditions, dans les institutions, dans les organisations, dans la littérature, dans la science, dans les réalisations de l'ingénieur et dans les œuvres d'art. Ceci explique comment il arrive que l'homme peut, dans un certain sens, influencer sa vie par sa propre conduite et comment, dans ce processus, la pensée et le désir conscients peuvent jouer un rôle.

L'homme possède à sa naissance, par hérédité, une constitution biologique que nous devons considérer comme fixe et immuable, y compris les impulsions naturelles qui caractérisent l'espèce humaine. De plus, pendant sa vie il acquiert une constitution culturelle qu'il reçoit de la société par la communication et par beaucoup d'autres moyens d'influence. C'est cette constitution culturelle qui, dans le cours du temps, est sujette au changement et qui détermine, à un très haut degré, les rapports entre l'individu et la société. L'anthropologie moderne nous a appris, par l'investigation des soi-disant cultures primitives, que le comportement social des êtres humains peut présenter de grandes différences, étant donné qu'il dépend des modèles de culture dominants et des types d'organisation qui prédominent dans la société. C'est là-dessus que doivent fonder leurs espérances tous ceux qui s'efforcent d'améliorer le sort de l'homme : les êtres humains ne sont pas, par suite de leur constitution biologique, condamnés à se détruire mutuellement ou à être à la merci d'un sort cruel qu'ils s'infligent eux-mêmes.

Si nous nous demandons comment la structure de la société et l'attitude culturelle de l'homme devraient être changées pour rendre la vie humaine aussi satisfaisante que possible, nous devons constamment tenir compte du fait qu'il y a certaines conditions que nous ne sommes pas capables de modifier. Comme nous l'avons déjà mentionné plus haut, la nature biologique de l'homme n'est point, pour tous les buts pratiques, sujette au changement. De plus, les développements technologiques et démographiques de ces derniers siècles ont créé des conditions qui doivent continuer.

Chez des populations relativement denses, qui possèdent les biens indispensables à leur existence, une extrême division du travail et une organisation de production très centralisée sont absolument nécessaires. Le temps, qui, vu de loin, paraît si idyllique, a pour toujours disparu où des individus ou des groupes relativement petits pouvaient se suffire complètement à eux-mêmes. On n'exagère pas beaucoup en disant que l'humanité constitue à présent une communauté planétaire de production et de consommation.

Je suis maintenant arrivé au point où je peux indiquer brièvement ce qui constitue pour moi l'essence de la crise de notre temps. Il s'agit du rapport entre l'individu et la société. L'individu est devenu plus conscient que jamais de sa dépendance à la société. Mais il n'éprouve pas cette dépendance comme un bien positif, comme une attache organique, comme une force protectrice, mais plutôt comme une menace pour ses droits naturels, ou même pour son existence économique.

En outre, sa position sociale est telle que les tendances égoïstes de son être sont constamment mises en avant, tandis que ses tendances sociales qui, par nature, sont plus faibles, se dégradent progressivement. Tous les êtres humains, quelle que soit leur position sociale, souffrent de ce processus de dégradation. Prisonniers sans le savoir de leur propre égoïsme, ils se sentent en état d'insécurité, isolés et privés de la naïve, simple et pure joie de vivre. L'homme ne peut trouver de sens à la vie, qui est brève et périlleuse, qu'en se dévouant à la société.

L'anarchie économique de la société capitaliste, telle qu'elle existe aujourd'hui, est, à mon avis, la source réelle du mal. Nous voyons devant nous une immense société de producteurs dont les membres cherchent sans cesse à se priver mutuellement du fruit de leur travail collectif — non pas par la force, mais, en somme, conformément aux règles légalement établies. Sous ce rapport, il est important de se rendre compte que les moyens de la production — c'est-à-dire toute la capacité productive nécessaire pour produire les biens de consommation ainsi que, par surcroît, les biens en capital — pourraient légalement être, et sont même pour la plus grande part, la propriété privée de certains individus.

Pour des raisons de simplicité je veux, dans la discussion qui va suivre, appeler « *ouvriers* » tous ceux qui n'ont point part à la possession des moyens de production, bien que cela ne corresponde pas tout à fait à l'emploi ordinaire du terme. Le possesseur des moyens de production est en état d'acheter la capacité de travail de l'ouvrier. En se servant des moyens de production, l'ouvrier produit de nouveaux biens qui deviennent la propriété du capitaliste.

Le point essentiel dans ce processus est le rapport entre ce que l'ouvrier produit et ce qu'il reçoit comme salaire, les deux choses étant évaluées en termes de valeur réelle. Dans la mesure où le contrat de travail est « libre », ce que l'ouvrier reçoit est déterminé, non pas par la valeur réelle des biens qu'il produit, mais par le minimum de ses besoins et par le rapport entre le nombre d'ouvriers dont le capitaliste a besoin et le nombre d'ouvriers qui sont à la recherche d'un emploi. Il faut comprendre que même en théorie le salaire de l'ouvrier n'est pas déterminé par la valeur de son produit.

Le capital privé tend à se concentrer en peu de mains, en partie à cause de la compétition entre les capitalistes, en partie parce que le développement technologique et la division croissante du travail encouragent la formation de plus grandes unités de production aux dépens des plus petites. Le résultat de ces développements est une oligarchie de capitalistes dont la formidable puissance ne peut effectivement être refrénée, pas même par une société qui a une organisation politique démocratique.

Ceci est vrai, puisque les membres du corps législatif sont choisis par des partis politiques largement financés ou autrement influencés par les capitalistes privés qui, pour tous les buts pratiques, séparent le corps électoral de la législature. La conséquence en est que, dans le fait, les représentants du peuple ne protègent pas suffisamment les intérêts des moins privilégiés. De plus, dans les conditions actuelles, les capitalistes contrôlent inévitablement, d'une manière directe ou indirecte, les principales sources d'information (presse, radio, éducation). Il est ainsi extrêmement difficile pour le citoyen, et dans la plupart des cas tout à fait impossible, d'arriver à des conclusions objectives et de faire un usage intelligent de ses droits politiques.

La situation dominante dans une économie basée sur la propriété privée du capital est ainsi caractérisée par deux principes importants : premièrement, les moyens de production (le capital) sont en possession privée et les possesseurs en disposent comme ils le jugent convenable ; secondement, le contrat de travail est libre. Bien entendu, une société capitaliste pure dans ce sens n'existe pas. Il convient de noter en particulier que les ouvriers, après de longues et âpres luttes politiques, ont réussi à obtenir pour certaines catégories d'entre eux une meilleure forme de « *contrat de travail libre* ». Mais, prise dans son ensemble, l'économie d'aujourd'hui ne diffère pas beaucoup du capitalisme « *pur* ».

La production est faite en vue du profit et non pour l'utilité. Il n'y a pas moyen de prévoir que tous ceux qui sont capables et désireux de travailler pourront toujours trouver un emploi ; une « *armée* » de chômeurs existe déjà. L'ouvrier est constamment dans la crainte de perdre son emploi. Et puisque les chômeurs et les ouvriers mal payés sont de faibles consommateurs, la production des biens de consommation est restreinte et a pour conséquence de grands inconvénients.

Le progrès technologique a souvent pour résultat un accroissement du nombre des chômeurs plutôt qu'un allègement du travail pénible pour tous. L'aiguillon du profit en conjonction avec la compétition entre les capitalistes est responsable de l'instabilité dans l'accumulation et l'utilisation du capital, qui amène des dépressions économiques de plus en plus graves. La compétition illimitée conduit à un gaspillage considérable de travail et à la mutilation de la conscience sociale des individus dont j'ai fait mention plus haut.

Je considère cette mutilation des individus comme le pire mal du capitalisme. Tout notre système d'éducation souffre de ce mal. Une attitude de compétition exagérée est inculquée à l'étudiant, qui est dressé à idolâtrer le succès de l'acquisition comme une préparation à sa carrière future.

Je suis convaincu qu'il n'y a qu'un seul moyen d'éliminer ces maux graves, à savoir, l'établissement d'une économie socialiste, accompagnée d'un système d'éducation orienté vers des buts sociaux. Dans une telle économie, les moyens de production appartiendraient à la société elle-même et seraient utilisés d'une façon planifiée. Une économie planifiée, qui adapte la production aux besoins de la société, distribuerait le travail à faire entre tous ceux qui sont capables de travailler et garantirait les moyens d'existence à chaque homme, à chaque

femme, à chaque enfant. L'éducation de l'individu devrait favoriser le développement de ses facultés innées et lui inculquer le sens de la responsabilité envers ses semblables, au lieu de la glorification du pouvoir et du succès, comme cela se fait dans la société actuelle.

Il est cependant nécessaire de rappeler qu'une économie planifiée n'est pas encore le socialisme. Une telle économie pourrait être accompagnée d'un complet asservissement de l'individu. La réalisation du socialisme exige la solution de quelques problèmes socio-politiques extrêmement difficiles : comment serait-il possible, en face d'une centralisation extrême du pouvoir politique et économique, d'empêcher la bureaucratie de devenir toute-puissante et présomptueuse ? Comment pourrait-on protéger les droits de l'individu et assurer un contre-poids démocratique au pouvoir de la bureaucratie ?

La clarté au sujet des buts et des problèmes du socialisme est de la plus grande importance à notre époque de transition. Puisque, dans les circonstances actuelles, la discussion libre et sans entrave de ces problèmes a été soumise à un puissant tabou, je considère que la fondation de cette revue (*la Monthly Review, NDLR*) est un important service rendu au public.